

Communauté de communes Adour Madiran

**Pôle des Services Publics
21 place du Corps Franc Pommiès
65 500 VIC-EN-BIGORRE**



**MARCHE DE SERVICES D'INSERTION ET DE PROFESSIONNALISATION
RELATIF A L'AMENAGEMENT ET A LA RENOVATION DE LA FERME
BIO DU MARMAJOU**

Date et heure limites de réception des offres

Le vendredi 14 décembre 2018 à 12h30

Règlement de la Consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4 - CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CONCURRENTS	3
1.5 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION	3
2.2 - VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU ALTERNATIVES	3
2.3 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.4 - MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT	4
2.5 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	4
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
ARTICLE 4 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
4.1 - DOCUMENTS A PRODUIRE	5
4.2 - VARIANTES	6
ARTICLE 5 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS	8
6.1 – TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
6.2 – TRANSMISSION ELECTRONIQUE	8
ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
7.1 - DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS	9
7.2 - DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	9
7.3 - VISITES SUR SITES ET/OU CONSULTATIONS SUR PLACE	9
7.4 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS	10

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article premier : Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation concerne : **MARCHE DE SERVICES D'INSERTION ET DE PROFESSIONNALISATION RELATIF A L'AMENAGEMENT ET A LA RENOVATION DE LA FERME BIO DU MARMAJOU.**

Lieu(x) d'exécution : Maubourguet – Hautes-Pyrénées

1.2 - Etendue de la consultation

La présente procédure adaptée ouverte est soumise aux dispositions de l'article 28 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

1.3 - Décomposition de la consultation

Les travaux sont répartis en 2 tranches désignées ci-dessous :

Tranche	Désignation
01	Aménagement préau, mise en conformité du volet sanitaire, mise en conformité incendie, réalisation d'abris,
02	Couverture de l'ancienne porcherie et poulailler et mise en conformité incendie

1.4 - Conditions de participation des concurrents

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont fixés à l'acte d'engagement et ne peuvent en aucun cas être modifiés.

2.2 - Variantes et Prestations supplémentaires

Aucune variante n'est autorisée, et aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

2.4 - Mode de règlement et modalités de financement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Budget de la collectivité

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

2.5 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par l'article 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles 13 et 14 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (R.C.)
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail estimatif du support d'insertion
- Le DC1 et le DC2

Toute modification du dossier de consultation fera l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail indiquée lors du téléchargement du dossier en cas de retrait de ce dernier par voie électronique. Il est donc nécessaire que le candidat vérifie très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. En cas de modification, un courrier sera également adressé aux candidats qui ont retiré le DCE sous format papier.

En outre, depuis le 1er janvier 2010 et conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, l'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation n'est plus obligatoire.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur attire l'attention des entreprises ayant téléchargé le Dossier de Consultation des Entreprises sur la plate-forme du Département sur le fait que l'identification seule leur permet d'être tenues informées automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il appartiendra à l'entreprise de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Ainsi, la responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, n'a pas communiqué d'adresse (pas d'identification) ou n'a pas consulté ses messages de façon régulière

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <http://adour-madiran.fr/>

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

4.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Décennale ou équivalent

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA :

Les entreprises nouvellement créées sont autorisées à soumissionner. Dans le cas où ces dernières sont dans l'incapacité de fournir les pièces relevant de l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, elles ont la possibilité de justifier de leurs capacités financières et professionnelles par d'autres moyens jugés suffisants et probants par le pouvoir adjudicateur et notamment par la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

Pièces de l'offre :

Un projet de marché comprenant :

- **L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter et à signer impérativement en original par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat**
- Le bordereau des prix unitaires
- Le détail estimatif
- Un sous-détail des prix unitaires, faisant apparaître notamment les montants correspondant à l'encadrement, à la formation, à l'accompagnement socio-professionnel, au coût du matériel et des consommables, de la main d'œuvre en insertion.
- Un mémoire technique décrivant notamment :
 - le dispositif d'insertion envisagé et les modalités de son suivi ainsi que le dispositif d'accompagnement personnalisé
 - les moyens humains et techniques mobilisés pour cette prestation d'insertion (pour le lot considéré).
 - l'organisation pratique proposée en vue de réaliser les prestations supports, ainsi que des références dans des prestations similaires.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

NOTA :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.2 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont :

- **Garanties et capacités techniques et financières**
- **Capacités professionnelles**

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Qualité du dispositif d'insertion	50%
2-Coût	30%
3-Valeur technique des prestations supports	20%

Le critère N°1 sera analysé au vu des sous-critères suivants :

- le dispositif d'accompagnement socio professionnel envisagé pour les personnes en insertion, ainsi que les modalités de son suivi, pour 17%

- la ou les formation(s) mis en œuvre pour les personnes en insertion intervenant sur les chantiers, pour 17%

- la qualification du personnel (CV à l'appui) intervenant d'une part, sur l'accompagnement à l'insertion (directeur, chargé d'insertion professionnelle...) et d'autre part sur l'encadrement des tâches techniques et insertion (chefs d'équipes - conducteurs de travaux), pour 16%

Le critère N° 2 sera apprécié sur la base du détail estimatif

La formule de notation du critère prix sera la suivante :

$$P = (\text{Prix minimum} / \text{prix du candidat}) \times 30$$

Le critère n°3 sera analysé au vu des sous-critères suivants :

- organisation mise en place pour assurer le respect de l'environnement, des règles d'hygiène et de sécurité des salariés sur les chantiers, pour 10%

- moyens humains et matériels mobilisés dans le domaine technique propre à l'activité support, et dédiés à la réalisation de la prestation pour 10%

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Une négociation interviendra si les aspects techniques ou administratifs d'au moins une offre le justifient. Dans le cas où seul un aspect administratif est concerné, la négociation sera menée avec le(s) candidat(s) concerné(s) et portera sur la mise en conformité des pièces administratives de l'offre. Dès lors qu'un aspect technique est concerné, tous les candidats seront invités à négocier. Les demandes du pouvoir adjudicateur porteront alors soit sur les aspects techniques spécifiques du dossier concerné, soit sur une optimisation technique générale de la proposition, les candidats disposant alors de la faculté de faire évoluer leur offre sur ces aspects s'ils le souhaitent.

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur acceptera les adaptations financières des propositions à la hausse comme à la baisse.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas négocier.

Le pouvoir adjudicateur souhaite néanmoins que les candidats formulent leur meilleure proposition financière dans la remise de leur offre d'origine.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Article 6 : Conditions d'envoi ou de remise des plis

6.1 – Transmission sous support papier

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :

**MARCHE DE SERVICES D'INSERTION ET DE PROFESSIONNALISATION RELATIF A
L'AMENAGEMENT ET A LA RENOVATION DE LA FERME BIO DU MARMAJOU**

NE PAS OUVRIR

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

**Communauté de communes Adour Madiran
Pôle des Services Publics
21 place du Corps Franc Poggiès
65 500 VIC-EN-BIGORRE**

Le pli qui serait remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne sera pas retenu.

6.2 – Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur préconise la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante : contact@adour-madiran.fr. Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature manuscrite d'un marché papier.

Les formats de fichier acceptés sont :

- PDF
- DWF
- EXCEL à partir de la version office 97
- WORD à partir de la version office 97
- RAR
- ZIP
- DWG

Les fichiers déposés ne doivent pas contenir de macros

Il est possible de déposer un pli plus important dans les conditions définies aux conditions générales d'utilisation de la plateforme.

Pour toutes informations ou difficultés, vous devez contacter les services de la communauté de communes Adour Madiran au 05.62.31.68.84

La transmission par télécopie est interdite.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Tout document contenant un virus informatique, ou un programme malveillant, fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Aucune réparation ne sera effectuée. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

ÉCHANGES AVEC LES CANDIDATS

Tous les échanges effectués avec les candidats après la date limite de remise des plis seront préférentiellement faits par courrier électronique aux adresses mentionnées par le candidat dans l'acte d'engagement, ou à défaut dans la lettre de candidature.

NOTA : Les documents qui doivent obligatoirement être signés conformément à l'article 4.1 du présent règlement de la consultation, seront impérativement accompagnés d'un certificat, indépendant des pièces de candidature et d'offre.

Article 7 : Renseignements complémentaires

7.1 - Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir une demande à :

Communauté de communes Adour Madiran
Pôle des Services Publics
21 place du Corps Franc Pommiès
65 500 VIC-EN-BIGORRE

Ou par mail à contact@adour-madiran.fr

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Documents complémentaires

Sans objet.

7.3 - Visites sur sites et/ou consultations sur place

Sans objet.

7.4 - Voies et délais de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Instance chargée des procédures de recours :
Greffes du Tribunal Administratif de Pau
RO cours Lyautey – Villa Noullobos
BP 543
64 010 PAU.